

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise



**PREMIER
MINISTRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonce n° 334

26 - Drôme

ASSOCIATIONS

Créations

Déclaration à la préfecture de la Drôme

ALLIANCE DES JURISTES POUR LES DROITS DE L'HOMME - A.J.D.H.

Objet : contribuer notamment à la défense des Droits de l'Homme et de l'Enfant entendus dans leur acception la plus large (droit civils, politiques, économiques, sociaux, culturels, environnementaux) à travers la mise à disposition à titre gracieux de l'expertise juridique de ses membres auprès de personnes physiques en situation de fragilité et/ou dont les droits ont été violés, directement ou indirectement à travers des O.N.G, associations, fondations et des entreprises de l'économie sociale et solidaire ; la promotion de ces droits et leur sensibilisation en France et à l'étranger ; la recherche et la mise en place de réponses collectives durables face aux défis sociétaux relatifs aux Droits de l'Homme en facilitant les liens sociaux, le dialogue, la réflexion et la compréhension entre le monde associatif, économique, institutionnel en France et à l'étranger ; combattre partout dans le monde les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la torture, les exécutions capitales judiciaires ou extra-judiciaires, les disparitions, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les génocides ; assister les victimes de tous ces crimes, notamment en se constituant partie civile devant les juridictions pénales et elle concourt à leur protection notamment par toutes actions en faveur du droit d'asile et de la vigilance à l'égard des renvois qui s'avèreraient dangereux ; promouvoir le respect de la dignité humaine, la défense et la protection des droits de l'enfant, de la femme, et de l'homme d'une manière générale ainsi que la protection du droit à la vie de tout être humain de sa conception à sa mort naturelle ; mettre à disposition des supports d'information et d'analyse axés sur le droit, la justice et la démocratie, autour de problématiques importantes dans les régions Nord et Est du Sri Lanka, aux décideurs, aux médias, aux étudiants et à l'opinion publique ; lutter contre toute forme de négationnisme, défendre les droits de l'homme et de lutter pour la prévention des crimes contre l'humanité et les génocides ; viser à renforcer les liens et à développer la collaboration entre l'Europe et les Tamouls ; aider moralement et matériellement la cause tamoule dans sa globalité, et assurer le développement du peuple tamoul dans la paix ; promouvoir les 17 objectifs de développement durable fixés par l'ONU, produire des idées, des solutions et promouvoir des nouvelles actions tournées vers l'avenir pour anticiper les évolutions et vulgariser le développement durable pour le Tamil Eelam, porter tous les projets innovants du développement durable, adaptés à la libération de Tamil Eelam

Siège social : 43, avenue du Président Herriot, 26000 Valence.

Date de la déclaration : 16 juillet 2022.